

INTERDICTION DES COUPURES D'EAU

ARRETE



Le Maire de Vénissieux,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles, modifié par la loi n°2013-312 du 15 avril 2013 dite « Brottes » et notamment son alinéa 3 édictant l'interdiction de coupures d'eau, tout au long de l'année, pour les distributeurs ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel du 29 mai 2015 – Société SAUR, n° 2015-470 QC confirmant la validité de l'interdiction faite aux distributeurs de procéder à des coupures d'eau, en toute période de l'année et dans les résidences principales, pour motif de factures impayées entérinée par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Considérant que l'eau constitue une ressource de première nécessité, indispensable à une vie digne et que la privation de l'accès à cette source d'énergie, constitue une menace pour la santé publique ;

Conformément à la législation désormais en vigueur,

ACTE :

ARTICLE PREMIER : Les coupures d'eau sont interdites sur le territoire de la commune de Vénissieux.

ARTICLE 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de veiller à l'application de cette réglementation sur le territoire de la Ville.

Transmis en Préfecture, affiché et publié.

Vénissieux, le 31 mars 2017



Le Maire,


Michèle PICARD